



## CHAPITRE 57

Loi modifiant de nouveau la Loi de la  
Société d'habitation du Québec

[Sanctionnée le 23 décembre 1971]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1966/67,  
c. 55, a.  
78b, aj.

**1.** La Loi de la Société d'habitation du Québec (1966/1967, chapitre 55), modifiée par le chapitre 56 des lois de 1971, est de nouveau modifiée en insérant, après l'article 78a, le suivant:

Règle-  
ment de la  
Société.

« **78b.** La Société peut, par règlement, prescrire les normes d'occupation et d'entretien que doit rencontrer un bâtiment résidentiel déjà construit situé en dehors d'une zone de rénovation, pour que le propriétaire d'un tel bâtiment qui procède à la restauration de ce bâtiment puisse bénéficier de la subvention prévue au présent article.

Règle-  
ment  
d'une  
municipa-  
lité.

Toute municipalité peut, par règlement, déclarer les normes de la Société applicables dans son territoire de façon que le propriétaire d'un tel bâtiment puisse bénéficier de la subvention prévue au présent article. Ce règlement doit être approuvé par la Société.

Octroi de  
subven-  
tion.

La Société peut, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil et aux conditions qu'il détermine, accorder une subvention au propriétaire d'un bâtiment résidentiel déjà construit situé en dehors d'une zone de rénovation et ne répondant pas aux normes édictées par la Société, pour la restauration d'un tel bâtiment de façon à la rendre conforme à ces normes.

## CHAPTER 57

An Act to again amend the Québec  
Housing Corporation Act

[Assented to 23rd December 1971]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

**1.** The Québec Housing Corporation Act (1966/1967, chapter 55), amended by chapter 56 of the statutes of 1971, is again amended by inserting after section 78a the following:

1966/67,  
c. 55, s.  
78b, s.  
added.

“**78b.** The Corporation may, by by-law, prescribe standards of occupancy and maintenance which every residential building already built and situated outside a renewal zone must meet, so that the owner of such a building who restores it may receive the subsidy provided for in this section.

By-law of  
Corpora-  
tion.

Every municipality may, by by-law, declare the Corporation's standards applicable in its territory so that the owner of such a building may receive the subsidy provided for in this section. The by-law must be approved by the Corporation.

By-law of  
municipa-  
lity.

The Corporation may, with the authorization of the Lieutenant-Governor in Council and on the conditions he determines, grant a subsidy to the owner of a residential building already built and situated outside a renewal zone, which does not meet the standards prescribed by the Corporation, for restoring such building to make it comply with the standards.

Subsidy  
granted.

Exercice  
de  
pouvoir.

Nonobstant toute disposition inconciliable de la Loi de l'interdiction de subventions municipales (Statuts refondus, 1964, chapitre 176), une municipalité qui a adopté le règlement prévu au deuxième alinéa peut, conjointement avec la Société, exercer le pouvoir prévu à l'alinéa précédent. »

Entrée en  
vigueur.

**2.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

Notwithstanding any inconsistent provision of the Municipal Aid Prohibition Act (Revised Statutes, 1964, chapter 176), any municipality which passes the by-law contemplated in the second paragraph may, jointly with the Corporation, exercise the power provided in the preceding paragraph."

Exercise  
of power.

**2.** This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming  
into force.